

EN QUELQUES MOTS : DE-CI, DE-LÀ

Après les kamikazes, la réconciliation
ou le délire collectif organisé

Tandis que de nombreuses familles — certainement plus nombreuses que celles annoncées officiellement —, endeuillées par les effroyables attentats du 11 avril 2007, pleurent encore leurs morts, que des victimes grièvement blessées sont toujours hospitalisées, l'exécutif quant à lui s'est empressé, au lendemain de ces actions terroristes, de détourner notre attention en créant diversion sur diversion. Il nous fallait rapidement oublier les bombes, c'est-à-dire oublier l'incurie et l'incapacité de ce même exécutif à sécuriser l'Algérie, voire les institutions étatiques.

Et précisément, parce que le Palais du gouvernement censé être un site hautement sécurisé et protégé, nous disait-on, a été la cible des islamistes, ce même exécutif crut, enfoncé comme à l'accoutumée dans sa bulle, pouvoir répondre à la psychose collective des Algérois choqués par des "divertissements". L'unique objectif on l'aura compris, étant que l'on ne focalise plus son attention sur son incompetence (l'exécutif) et le "relâchement sécuritaire" (Abdelaziz Bouteflika à Constantine le 16 avril 2007). Cela a commencé par des discours officiels destinés à nous faire du bien. Comme ceux du ministre de l'Intérieur, qui déclara tantôt : "Les terroristes sont aux abois", tantôt : "ils sont désespérés" ou encore "ce sont leurs dernières cartes". On peut aisément admettre que l'Etat puisse se servir de l'arme psychologique et médiatique pour combattre le terrorisme islamiste. Cependant, comment croire à un Etat fort lorsqu'une haute institution de l'Etat, un commissariat (plus exactement, centre de recherches "Interpool") explosent sous une charge de TNT de 700 kg ? Sans oublier le véhicule piégé désamorcé, abandonné selon la presse, (information non démentie) devant le domicile du directeur général de la Sûreté nationale. Tout cela dans la même matinée ! Pour des chiens "aux abois", il y a lieu de relever qu'ils ont plutôt aboyé très fort. Et le même ministre de l'Intérieur est certainement plus proche de la vérité lorsqu'il déclare que "déposer une bombe c'est imprévisible et c'est facile". Eh bien voilà ! Il lui fallait juste avoir l'honnêteté d'avouer que pas plus lui que son chef du gouvernement ou son président, n'arrêteront — à Dieu ne plaise — d'autres bombes.

Après donc ces déclarations survient une autre diversion celle de la "main de l'étranger" sortie du tiroir pour la circonstance. Tour à tour, exécutif, associations, formations politiques, se sont relayés pour nous dire à mots à peine voilés, que les Etats-Unis d'Amérique étaient derrière le 11 avril 2007. Il est vrai que l'annonce faite par la représentation diplomatique américaine en Algérie sur un site Internet d'autres attentats en des lieux précis, nous interpelle sérieusement. Et sur ce point, il ne saurait exister de divergence, il y a lieu cependant de souligner que la gravité des événements ne saurait et ne pourrait s'accorder de la théorie "de la main de l'étranger".

En effet, ceux qui ont déclaré

savoir se doivent de nous dire ce qu'ils savent. Ils en ont en effet trop dit ou pas assez. Ils doivent dire aux citoyens que nous sommes, frappés n'est-ce pas du "sceau de la débilité", ce qu'ils savent. Ils doivent le dire ou se taire. Ce ne sont pas des déclarations tonitruantes non appuyées de preuves, ou la classique convocation d'un diplomate par le ministère des Affaires étrangères pour recevoir ses explications qui nous importent. C'est tout bonnement la vérité, la stricte vérité sur ce qui s'est passé le mercredi 11 avril 2007. La vérité et rien d'autre. La crédibilité d'un Etat — si tant est que ce terme ait encore un sens — est à ce prix. Choqués, déboussolés par les attentats du 11 avril 2007, les Algériens savent depuis fort longtemps que l'Internationale islamiste n'est pas un mythe. Pas plus qu'ils n'ignorent que les commanditaires de cette internationale se prêtent qui à Washington, comme Anouar Haddam ou Mourad Dhina en Suisse, Rabah Kebir en Allemagne et tant d'autres... Ce n'est pas sans raison que la France parle d'une "menace réelle et permanente".

Par conséquent, il n'y a rien de plus que nous ne sachions déjà, néanmoins, ceux qui ont désigné nommément les commanditaires du 11 avril 2007 n'ont pas le droit de conserver par devers eux des informations ou des preuves s'ils en ont. La mobilisation citoyenne est à ce prix. Sinon pourquoi cette diversion ? Celle servie une fois de plus par le ministre de l'Intérieur lorsqu'il déclara : "Il se peut que ce soient des personnes qu'on a chargées de déposer la bombe et qu'on a fait exploser à distance par ce que l'on appelle communément un télécommande". Ainsi donc, les poseurs de bombes ne se sont pas faits exploser avec leurs horreurs, on les a fait sauter. Ancien membre de la sécurité militaire durant de longues années, le ministre de l'Intérieur sait ce que le mot "secret" signifie. Dans quel but a-t-il alors révélé publiquement ce qui logiquement est un élément capital de l'enquête non encore terminée ? Pour quelles raisons a-t-il entendu donner publiquement cette information ? Certainement pas par angélisme ou incompetence. Alors quoi d'autre ?

Quelles que fussent ses arrière-pensées, au niveau du citoyen "lambda" que le poseur de bombes se soit fait sauter ou qu'on l'ait explosé, cela ne change rien, absolument rien à son sentiment d'insécurité réel à l'idée que dans l'Algérie d'Abdelaziz Bouteflika et de Yazid Zerhouni aucun Algérien ne peut prétendre être aujourd'hui à l'abri d'un attentat à la bombe. La paix... dites-vous ? Non ! L'angoisse plutôt. Celle de voir ses proches partir le matin... exactement pour ceux qui n'ont pas fui qui en Europe, qui aux Emirats arabes comme au temps des années rouges. Rouge comme le sang imposé par la barbarie islamiste. Alors franchement les dissertations hors sujet du ministre de l'Intérieur sur le kamikaze qu'on a explosé ou qui s'est fait sauter, on n'en a rien à faire mais vraiment rien de

rien. Est-il capable ce ministre d'affirmer qu'Al-Qaïda version "Al-Qaïda Maghreb" ne frappera plus au cœur de la capitale ? Il a donné lui-même la réponse : "C'est imprévisible."

Dont acte. Alors pourquoi cette autre diversion ? Et dans quel but ?

Ce n'est pas tout. L'islamiste Aboudjerra Soltani a donné la réplique en se fendant d'une autre "explication de texte" : "La pauvreté nourrit le terrorisme", a-t-il déclaré.

Oussama Ben Laden, Anouar Haddam, Zahraoui seraient donc des miséreux, des nécessiteux et les groupes troskistes qui ont durement frappé dans les années 1970 en Allemagne, en Italie et en France n'auraient recruté en leur sein que des enfants pauvres selon la théorie de Soltani. Quel discours réducteur dont l'unique but est une justification du 11 avril 2007 et de toutes les horreurs de l'islamisme ! Or, faut-il le répéter, rien absolument rien ne justifie le crime le plus abject qui soit, le plus lâche ? Celui qui a causé à un enfant de quatre ans une cécité à vie.

Lorsque ce n'est pas de son enfant dont il s'agit alors oui on peut dissenter à souhait y compris pour ne rien dire.

Abdelaziz Belkhadem a cru judiciaire quant à lui de déclarer — autre divertissement gouvernemental — que c'étaient les législatives qui étaient visées et qu'on veut empêcher le peuple de se rendre aux urnes. Sauf qu'il est important de rappeler que ce "peuple" se fiche totalement du 17 mai 2007. Après avoir vécu le mercredi noir ou rouge comme on veut, il a surtout envie d'être rassuré sur sa sécurité dans un pays insécurisé contrairement à tous les discours officiels. En outre, il y a lieu de rappeler au même Abdelaziz Belkhadem qu'en 1995 les Algériens sont allés voter pour élire leur président, M. Liamine Zeroul, en l'occurrence. Ils l'ont fait en masse, spontanément, nonobstant les menaces de mort annoncées par les GIA. Ils l'ont fait sans avoir peur, ils l'ont fait pour dire "non" au terrorisme. Ils l'ont fait sans qu'on les entasse dans des bus de l'Etat. Si l'on ne venait qu'à douter de cette réelle participation populaire au scrutin de 1995, l'on peut visionner les cassettes vidéo. Et Monsieur le président Liamine Zeroul est bien le seul à pouvoir se vanter d'avoir été choisi et élu sans fraude, sans bourrage des urnes.

Aujourd'hui plutôt que des législatives, les citoyens exigent de vivre dans un pays stable et sécurisé. Ils veulent vivre et non pas mourir. Ils veulent vivre et ne plus avoir peur. Et la peur, Abdelaziz Belkhadem sait ce que c'est, lui qui est apparu le 11 avril 2007 à la télévision, la mine décomposée, le teint vert et totalement déstabilisé. Les législatives ? Les citoyens ont d'autres soucis d'autres priorités, d'autres qu'ils ne sont pas partie prenante dans la répartition des sièges et strapontins. Et ils le savent fort bien. Une autre diversion est venue cette fois-ci du chef de l'Etat lui-même, lorsqu'il a entrepris lundi dernier une visite dans la banlieue algéroise et inauguré le Nouvel Institut Pasteur à Dély-Ibrahim, va-t-il

parler ? Que va-t-il dire ? se demandèrent les médias (presse indépendante).

Réagissant tardivement comme à l'accoutumée (inondations de novembre 2001, séisme de Boumerdes de 2003), c'est un président qui semblait hors du temps, hors d'Algérie qui a effectué sa visite. Comme à l'accoutumée ou plutôt selon son habitude, il n'a pas soufflé mot sur les attentats du 11 avril 2007. Et quand bien même il aurait parlé, qu'aurait-il pu dire ?

Que sa politique suicidaire de réconciliation est un échec ? Qu'il s'excusait d'avoir relâché "ses repentis" dont il est avéré aujourd'hui qu'un grand nombre d'entre eux ont repris le chemin du crime, leur chemin favori ? Qu'il regrettrait sa grâce amnistiante de janvier 2000, son amnistie de 2006, son laxisme consistant à libérer à chacune des fêtes nationales ou religieuses 5000 (cinq mille) délinquants de la pire espèce, excellentes recrues pour le terrorisme islamiste ? Qu'il regrettrait d'avoir mis au banc des accusés des patriotes républicains, désarmés, abandonnés par l'Etat, vivant misérablement tandis que logements et pensions sont généreusement distribués aux terroristes-islamistes ?

L'un de ces patriotes, M. Gharbi Mohamed Tounsi — j'avais annoncé que je parlerai de lui dans chacune de mes chroniques — moisit à 70 ans en prison sans que cela émeuve le chef de l'Etat qui aurait pu user de son droit de grâce dont il a abusé à l'égard des assassins de l'Algérie. Que pouvait-il dire ? Qu'il regrettrait d'avoir piétiné la mémoire de feu Aboubakr Belkaid, de Abdelhak Benhamouda, des policiers, militaires assassinés, des nourrissons décapités et enfourchés, des filles violées ?

Le chef de l'Etat n'a rien dit parce qu'il ne pouvait rien dire et il ne pouvait rien dire parce qu'il a échoué.

Il a prononcé d'une voix presque inaudible nonobstant le micro, à une dame : "Le peuple doit se mobiliser et ne pas assister en spectateur aux actes de sabotage". Tiens donc ! C'est donc nous les coupables. Les seuls coupables. Les bombes que n'ont pas pu prévoir et désamorcer Abdelaziz Bouteflika, son chef du gouvernement, son ministre de l'Intérieur. C'était au peuple d'arrêter le carnage. Voire de le prévoir ! Dans le cas contraire, il est accusé d'être spectateur.

Un spectateur qui meurt déshiqué par une bombe ou qui perd l'usage de ses jambes, celui de la vue est-il encore spectateur ? La vigilance, la mobilisation populaire sont des virus que les dirigeants se doivent d'inoculer. A Casablanca ce sont des citoyens marocains qui ont procédé à l'arrestation d'un terroriste poseur de bombe avant qu'il n'ait le temps de commettre son carnage. Mais lorsqu'on répète sans cesse à son peuple :

1) Que la paix est chose réelle.

2) Que la réconciliation avec les bourreaux est l'unique solution au terrorisme islamiste.

3) Que le pardon présidentiel

se substitue à celui des familles meurtries, a-t-on le droit d'accuser "son" peuple d'être spectateur et de manquer de vigilance ? Le véritable spectateur est celui qui s'entête à ne pas changer de fusil d'épaule en reconnaissant que la réconciliation nationale a été déçiquetée — si tant est qu'elle ait eu un jour un sens — par les bombes du 11 avril 2007. La véritable couverture du crime est aussi injuste qu'infondée au regard du droit interne comme celles des normes internationales. Et les réconciliateurs ne pourront jamais convaincre ceux qui y sont opposés du contraire. L'histoire mondiale est là pour confirmer que jamais au grand jamais on n'a exigé de la victime — ou de ses ayants droit — de pardonner à des coupables qui n'ont pas exprimé de regrets et se disent fiers d'avoir assassiné des militaires.

Et lorsque le chef de l'Etat a déclaré à Constantine qu'il a "remarqué un relâchement sécuritaire", on est en droit de lui répondre que lorsqu'on est le premier magistrat du pays, il est insuffisant de "remarquer", de "constater", il y a lieu de tirer la conclusion qui s'impose : partir, démissionner et assumer pleinement "son relâchement sécuritaire" dont lui, chef de l'Etat, est au premier chef responsable.

L'autre divertissement nous a été offert avec les marches "spontanées", le rassemblement tout aussi "spontané" à la coupole du 5-Juillet. Un rassemblement qui a regroupé exécutif, formations politiques, mais aussi beaucoup de jeunes embarqués dans des bus "spontanés". Des jeunes, beaucoup de jeunes qui se sont dits que harragas, candidats au suicide, chômeurs, ou présents à la coupole quelle différence pour eux ? Et puis cela fait si longtemps que les Algériens (en raison de l'état d'urgence) n'ont pas eu l'occasion de crier, de s'exprimer !

S'il s'était véritablement agi de dénoncer et de condamner le terrorisme, l'opération étatique eut été payante. Mais il était surtout question de réconciliation et de l'image du chef de l'Etat avec les slogans "Vive Bouteflika", "Oui à la réconciliation, non au terrorisme". L'objectif était donc de vanter la "moussalaha" (réconciliation) Aurait-on autorisé au ministère de l'Intérieur un rassemblement ayant pour seul slogan et uniques banderoles "Non au terrorisme" ? Certainement pas. A ses adeptes, le ministre de l'Intérieur aurait dépêché — Etat d'urgence oblige ! — les forces anti-émeutes comme il le fait toutes les fois que des familles de victimes du terrorisme tentent d'exprimer leur désaccord à la politique de la réconciliation. Des policiers qui tapent sur les familles meurtries et qui peuvent pourtant mourir à tout moment happés par une bombe.

Lorsque nous étions nombreux à condamner le terrorisme-islamiste durant les années infernales à visage découvert, les réconciliateurs, qui sont toujours les mêmes, qualifiaient nos marches et rassemblements (23 mars 1993 - 23 mars 94 - 29 jan-

Par Leïla Aslaoui



vier 95 contre le contrat de Rome, 10 mai 92 - 2 janvier 92) d'actions initiées par le pouvoir et les manifestants de bras droit du pouvoir. A la coupole, ce mardi 17 avril à Alger et à travers tout le pays (hormis les formations politiques), les autres, tous les autres Algériens engagés dans les opérations marketing en faveur de Bouteflika et sa réconciliation décidée au plus haut niveau étaient-ils des marcheurs et des rassemblés "spontanés" ? Durant les années de terrorisme, il fallait avoir le courage de marcher sans se cacher le visage et de condamner le terrorisme. Ce courage, des associations comme celles du RAFD, Lalla Fatma n'Soumeur, des artistes, des journalistes, des femmes — beaucoup de femmes — indépendantes, des cadres, des syndicalistes, des partis républicains, l'ont eu et je suis loin de penser que quiconque puisse se permettre de leur donner aujourd'hui des leçons de patriotisme ou de nationalisme. "Non au terrorisme, non à la réconciliation" tels sont les slogans et les convictions de ces républicains qui n'ont pas changé. Et qui n'ont nullement l'intention de changer nonobstant l'insulte, l'injure dont ils peuvent être l'objet de la part des réconciliateurs. Les attentats du 11 avril 2007 sont autant de faits qui prouvent la justesse de leur analyse consistant à dire que la politique de réconciliation a totalement démobilisé les Algériens à tous les niveaux et a fait perdre toute crédibilité à l'Etat sur le plan international.

Un Etat, dont il faut dire que son premier responsable, le chef de l'Etat en l'occurrence, plutôt que d'organiser des "shows" en vue d'un troisième mandat — puisque tel était aussi l'objectif des marches et rassemblements spontanés — devrait tirer les conclusions qui s'imposent après le 11 avril 2007 d'autant que sa voix inaudible et sa mine très fatiguée ne sont pas de nature à rassurer les Algériens sur la gestion politique du pays. Inutile de continuer à nous cacher cette autre vérité. Elle est apparue d'elle-même sur le petit écran. La réconciliation comme slogan, discours ou conviction, s'avère inopérante aujourd'hui pour donner à l'Etat et à ses institutions dont la présidence de la République, la crédibilité dont il a hautement besoin, tant à l'intérieur que hors territoire national. La réconciliation et les slogans creux ne répondent pas à cette question toute simple : les Algériens et les Algériens ont-ils tort de craindre à l'avenir d'autres kamikazes ? Tout le reste n'est que bla - bla - bla...

L. A.